

ACTIVITÉ ET CROISSANCE : UNE RÉFLEXION À PARTIR DE L'EXEMPLE DE LA THAÏLANDE

X. Oudin

Institut de Recherche pour le Développement (IRD) – Montpellier

La Thaïlande est, avec la Chine, le pays où la transition démographique a été la plus rapide. La chute des taux de dépendance qui en résulte correspond à une période de forte croissance économique. A partir de séries statistiques sur la population et l'emploi d'une part, sur la croissance du PIB d'autre part, pour une période de trente ans, ce papier examine les relations entre travail et croissance en Thaïlande. La transition démographique a profondément modifié la structure par âge de la population, dans le sens d'une proportion croissante de la population active. Ceci explique le contexte favorable des trente dernières années, et permet de caractériser la croissance en Thaïlande (développement extensif du travail agricole et non agricole).

Depuis le début des années soixante, la Thaïlande a connu une croissance économique exceptionnelle. De 1965 à 1995, alors que la population doublait, le PIB par habitant a quadruplé. C'est aussi une période de transition démographique extrêmement rapide, la fécondité ayant chuté de sept enfants par femme en 1965 à deux actuellement. Le taux de mortalité est actuellement de 6‰ (Banque Mondiale, 1997), et la croissance annuelle de la population est inférieure à 1 % contre plus de 3 % au milieu des années soixante. La rapidité de cette transition a des implications sur la structure de la population, les taux de dépendance et partant sur l'offre de travail et la croissance économique.

La conjonction d'une croissance économique forte et d'une transition démographique rapide, suscite des interrogations quant aux relations causales entre les deux phénomènes. La relation entre croissance économique et croissance démographique est une question ancienne, aux origines de la pensée économique moderne. Si l'on s'accorde plutôt à y voir une relation positive, c'est par l'expansion du marché et, sous certaines conditions de progrès technique et de disponibilité de ressources naturelles, par la croissance du facteur travail.

La transition démographique n'a pas seulement pour effet d'accroître la population. Dans le processus de transition, la structure par âge de la population, c'est-à-dire le poids relatif des différentes générations, se modifie, et ce sont ces modifications qui ont des implications particulières sur la croissance économique. Le rapport entre démographie et économie est plus complexe que l'incidence mutuelle de simples taux de croissance de la population d'une part, du PNB d'autre part.

Les théories économiques ne tiennent pas compte en général de la dimension démographique autrement que sous la forme d'un taux de croissance de la population. En particulier, les théories de l'offre de travail se concentrent sur l'analyse de la prise de décision d'un individu, ou d'une famille, qui veut travailler ou sur l'effet des variations de salaire sur l'offre. Une analyse en longue période, qui prend en compte les changements intervenant dans la population, montre cependant que ce sont les phénomènes démographiques, et particulièrement l'importance des classes d'âge actif, qui déterminent fondamentalement le volume de l'offre de travail. Les autres facteurs, à savoir le salaire, l'état de la demande ainsi que les aspects institutionnels du marché du travail modifient le volume de l'offre par le biais d'une variation des taux d'activité de certaines catégories de la population, de modification de l'âge moyen d'entrée et de sortie sur le marché du travail et enfin par le chômage. Ces facteurs eux-mêmes dépendent en partie de variables démographiques (le salaire par exemple).

Nous examinerons tout d'abord l'évolution démographique de la Thaïlande et ses effets sur l'offre de travail, puis les relations entre ces changements et la croissance économique.

I. – TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE ET MOBILISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

1. Transition démographique et pyramide des âges en Thaïlande

La transition démographique est un processus historique de changement de comportement des populations, dû principalement aux progrès de la santé publique, et qui se traduit par une baisse de la mortalité (notamment la mortalité infantile), une baisse subséquente de la fécondité, et par voie de conséquence par une hausse de l'espérance de vie. La croissance de la population s'accélère dans un premier temps, puis ralentit progressivement. En démographie, la transition est un processus instable qui voit passer une population d'un modèle stable initial à fécondité et mortalité élevées à un autre modèle stable à fécondité et mortalité faibles. Il est démontré que toute population tend vers un modèle stable, c'est-à-dire à structure par âge, mortalité et fécondité invariables, et la démographie s'intéresse plutôt aux lois de stabilité¹. La convergence vers un état stable est aussi un angle d'étude pour les économistes, notamment dans les théories de la croissance, si bien que l'étude de situations transitionnelles peut être tentée avec un double regard.

On distingue plusieurs étapes dans la transition. La situation de départ est caractérisée par une mortalité et une fécondité élevées. Dans un premier temps, la baisse de la mortalité entraîne une hausse du taux de croissance de la population. Puis, la baisse de la fécondité commence à avoir un effet sur le rythme de progression des naissances, et la natalité baisse à son tour. De ce fait, la croissance de la population ralentit progressivement. Enfin, dans un dernier temps, la population vieillit, et sa croissance est arrêtée, lorsque la fécondité atteint le seuil de reproduction pendant une certaine période. A ces différentes étapes correspondent des structures par âges variables, représentées par des pyramides des âges aux formes différentes. Dans la première étape, la pyramide est évasée vers le bas. Puis, lorsque la natalité diminue, elle se rétrécit progressivement à la base et enfle vers le milieu, sous l'effet de l'arrivée à l'âge adulte des classes d'âges nées avant la chute de la fécondité, jusqu'à prendre la forme d'un

1. Plus exactement, c'est le concept de population « quasi-stable » qui reflète le mieux la réalité. Une population quasi-stable peut voir varier la mortalité ou la fécondité, et l'on démontre alors que la structure par âge ne se modifie que légèrement (Bourgeois-Pichat, 1994).

« as de pique » lorsque la fécondité moyenne tombe à deux enfants par femme. Dans la phase finale, sa forme est presque rectangulaire, avec une pointe au sommet (natalité égale au seuil de reproduction et mortalité très faible jusqu'aux âges avancés).

Nous nous intéressons ici aux modifications de la structure par âge d'une population, et plus particulièrement à la croissance relative et absolue de la population en âge de travailler. Cette croissance détermine la croissance de l'offre de travail qui, si elle est plus rapide que celle de la population, modifie les conditions de la croissance économique.

Quels sont les effets de la baisse de la mortalité et de la fécondité sur la structure par âges d'une population ? La baisse de la mortalité, à fécondité inchangée, a pour effet d'accroître la part des jeunes dans la population. Cet effet est d'autant plus prononcé que la mortalité infantile régresse rapidement. Lorsque la mortalité cesse de baisser, la population se stabilise selon le modèle de sa loi de mortalité², et ce quelle que soit sa structure par âge à l'origine.

L'effet de la baisse de la fécondité est plus complexe, car il dépend de la structure par âge de départ. La baisse de la fécondité à un instant donné signifie que les femmes d'âge fécond à cet instant commencent à avoir en moyenne moins d'enfants. L'effet sur la natalité dépend alors de la part des femmes d'âge fécond dans la population. C'est cet effet de structure qui explique que même lorsque le seuil de reproduction n'est plus atteint, le taux de croissance de la population peut encore être positif (c'est maintenant le cas de la Thaïlande, ainsi que celui de la France, avec une croissance moindre cependant). Les femmes ont moins d'enfants, mais comme elles sont très nombreuses, la population continue à croître. La baisse de la mortalité accentue ce phénomène. Avec l'allongement de l'espérance de vie, les femmes sont plus nombreuses à atteindre l'âge de la fécondité³. La baisse de la fécondité a donc des effets atténués sur celle de la natalité et sur le ralentissement de la croissance de la population, ou plutôt, par un phénomène d'inertie, la baisse de la fécondité ne produit tous ses effets

2. Une loi de mortalité définit les taux de mortalité aux différents âges, qui ne sont pas aléatoires. On montre que le taux de mortalité à un âge n peut être déduit du taux de mortalité à l'âge $n - 1$, dans des conditions données. La distribution des incidences de mortalité, de la naissance à l'âge w (âge maximum qui puisse être atteint) pour une génération donnée, suit une loi statistique. La baisse de la mortalité ne peut donc modifier de façon erratique la pyramide des âges (alors qu'une hausse de la mortalité due à des chocs particuliers comme une guerre ou une épidémie peut atteindre différemment les sexes et les âges).

3. Cet effet est plus marqué dans les pays en développement où le gain d'espérance de vie vient surtout de la baisse de la mortalité infantile et de celle des femmes à l'accouchement.

sur la natalité qu'au bout d'un certain temps. Ce décalage dépend de la vitesse de la baisse de la fécondité.

La conjonction de ces événements démographiques explique la structure de la pyramide des âges en Thaïlande. Elle est rétrécie en bas (naissances de moins en moins nombreuses et fécondité en dessous du seuil de reproduction); les classes d'âge médianes sont très nombreuses, car nées avant la chute de la fécondité, et les plus de 65 ans sont peu nombreux car la chute de la mortalité est encore trop récente (5 % de la population en 1990, 8 % en 1998, à comparer avec 16 % en France). La croissance de la population est restée vive jusqu'à récemment. Ce point est important, dans la mesure où la croissance de la population contribue aussi au dynamisme du marché intérieur, point trop souvent négligé dans les analyses économiques de la Thaïlande. Les performances de la Thaïlande sur les marchés mondiaux ne doivent pas faire oublier que la croissance de son marché intérieur est la première cause d'expansion de la demande.

Il y a donc un moment très favorable, dans un processus de transition démographique, en ce qui concerne le rapport entre actifs et inactifs. La durée de cette période est inversement proportionnelle à son intensité. Plus vite sont atteints les seuils de reproduction, avant que la population ne vieillisse, plus forte est la chute des taux de dépendance. Mais dans ce cas, le vieillissement qui suit sera également rapide et intense.

2. Les taux de dépendance

L'évolution de la structure par âge de la population est représentée par les taux de dépendance. En démographie, les taux de dépendance mesurent la population de moins de 15 ans et de plus de soixante ans pour 100 personnes d'âge actif (de 15 à 59 ans en Thaïlande, ces bornes changeant selon les pays et les époques). Nous utilisons cependant un indicateur qui rend mieux compte de la dépendance, et que nous appelons taux de dépendance économique. Le taux de dépendance économique mesure le nombre d'inactifs et chômeurs, quel que soit leur âge, rapporté à 100 actifs employés.

La chute des taux de dépendance établit un contexte favorable pour le développement économique. Lorsque les taux de dépendance sont élevés à cause d'une population jeune trop nombreuse, la prise en charge de l'éducation et de la santé de ces jeunes est un fardeau pour le pays et l'investissement nécessaire à l'entretien et à la reproduction de la population se fait au détriment d'autres formes plus productives d'investissement. Un

taux de dépendance bas permet au contraire d'améliorer la qualité de l'éducation, si les effectifs baissent et que le budget de l'éducation reste constant. En Thaïlande, la population de moins de quatorze ans représentait 44 % de la population totale en 1980, 33 % en 1990 et ne devrait être que de 25 % en 2000. Depuis dix ans, les effectifs diminuent en nombre absolu, et il en est de même pour les effectifs scolarisés dans le primaire⁴.

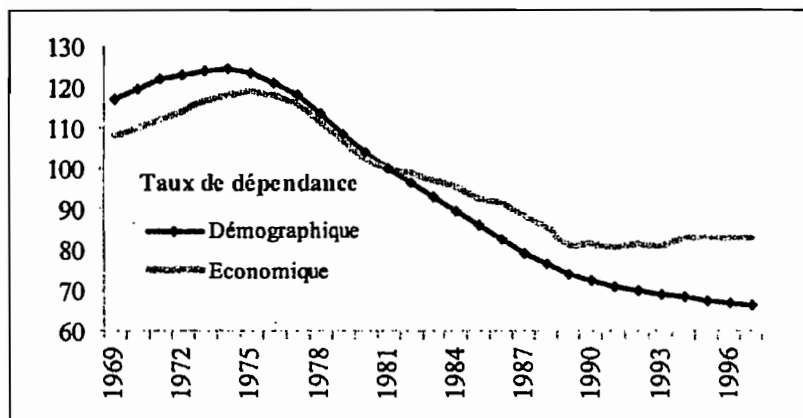
Des taux de dépendance favorables permettent aussi une politique de bas salaires, puisque chaque travailleur ayant à nourrir moins d'inactifs, le coût moyen par tête de l'entretien et de la reproduction de la force de travail diminue. Pour la même raison, la chute des taux de dépendance favorise une plus grande épargne. En Thaïlande, le taux d'épargne national est passé de 21,5 % en 1977 à 32,2 % en 1997 (Banque Mondiale, 1999).

Les deux indicateurs, dépendance démographique et dépendance économique, sont évidemment proches, la structure par âge d'une population étant le principal déterminant des taux de dépendance économique. Le second varie par rapport au premier en raison des changements de taux d'activité de certaines catégories de la population. Le taux de dépendance démographique donne les conditions de structure par âge de la population qui établissent une situation plus ou moins favorable, tandis que le taux de dépendance économique donne les conditions réelles de la charge des inactifs sur les actifs. Lorsque la courbe de dépendance est descendante, cela signifie que l'emploi croît plus rapidement que la population dans son ensemble. Cette situation particulière est éminemment favorable à la croissance économique, puisqu'elle permet une croissance du produit par tête sans croissance de la productivité.

La chute des taux de dépendance en Thaïlande est extrêmement rapide. En 1975, 100 travailleurs devaient nourrir 120 personnes en plus d'eux-mêmes tandis que quinze ans plus tard, ils travaillent pour nourrir 80 personnes.

4. La Banque Mondiale (1993), calcule qu'en Thaïlande, la diminution du fardeau éducatif représente une « économie de PNB » de 1,3 % (par rapport à un pays de référence à fécondité élevée qui est ici le Kenya). De fait, la dépense d'éducation de base en part de PNB diminue de 1975 à 1989. Cela correspond toutefois à une croissance de la dépense par élève relativement importante, malgré la progression des taux de scolarisation.

FIGURE 1 – Taux de dépendance en Thaïlande, 1969-1997



Source : séries *Labour Force Survey*, NSO (actualisées par l'auteur).

On peut distinguer trois périodes dans l'évolution de la dépendance économique depuis 1969. De 1969 à 1975, les taux de dépendance augmentent en raison de la forte natalité des années précédentes, qui accroît le poids des classes d'âge jeunes, et des effets de la chute de la mortalité sur les jeunes (mortalité infantile notamment). A partir de 1975, les effets de la baisse de la fécondité commencent à se faire sentir tandis que les générations nées avant la chute de la fécondité atteignent l'âge de travailler. Pendant une quinzaine d'années, cet effet joue en faveur d'une baisse rapide de la dépendance économique, bien qu'il soit atténué par une tendance à la baisse des taux d'activité au sein de la population de 15 à 59 ans. A partir de 1990, l'effet d'âge s'atténue tandis que les taux d'activité continuent à baisser. En conséquence, la chute des taux de dépendance économique est arrêtée. Dans les années qui viennent, le vieillissement de la population continuera à faire remonter les taux de dépendance, mettant la Thaïlande en face de nouveaux types de problèmes.

Les variations de la courbe de dépendance économique par rapport à celle de la dépendance démographique, laquelle, ne traduisant que l'évolution de la structure par âge de la population, a plus d'inertie, montrent quels sont les changements fondamentaux qui se produisent dans l'activité en période de transition démographique et de croissance économique. La croissance de l'offre de travail ne suit pas la courbe de l'évolution démographique de la population en âge de travailler, loin s'en faut.

Jusqu'en 1978, la courbe de dépendance économique est en dessous de la courbe de dépendance démographique, ce qui signifie que la population active est supérieure en nombre à la population âgée de 15 à 59 ans. C'est principalement le travail des enfants de 12 à 15 ans qui en est la cause. A partir de 1978, la situation change, la courbe de dépendance économique passant au-dessus de celle de dépendance démographique. Pendant cette période, le travail des enfants a fortement diminué, grâce aux progrès de la scolarité. La baisse relative de l'emploi dans l'agriculture, où se concentre l'immense majorité des emplois des moins de quinze ans, accélère ce phénomène. Ainsi, le développement s'accompagne d'un changement dans le profil de l'activité, et se traduit par une baisse tendancielle des taux d'activité de certaines catégories de la population. Le changement dans les profils de vie, l'évolution des structures familiales, la prise en charge de plus en plus fréquente des individus à certains moments de leur vie et l'évolution générale des mentalités expliquent ce processus.

3. L'évolution des taux d'activité

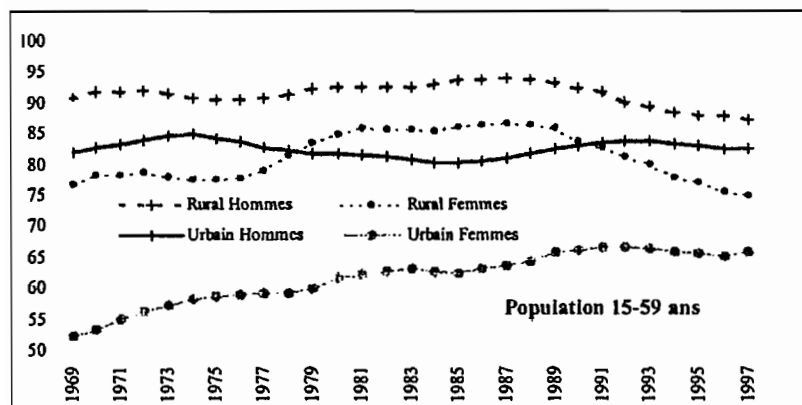
La croissance rapide de l'emploi due à la proportion croissante des classes d'âge actif dans la population explique donc la hausse des taux bruts d'activité⁵, mais est ralentie par des baisses d'activité catégorielles. Nous considérons donc les différents déterminants de l'activité et leur effet sur le volume de l'offre de travail, principalement trois d'entre eux : la scolarisation (pour les 15-25 ans), le taux d'activité des femmes, celui des hommes étant à peu près stable, et enfin l'urbanisation.

Par rapport au niveau de développement du pays, en comparaison avec d'autres, les taux de scolarisation dans le secondaire et dans le supérieur en Thaïlande sont assez bas, tandis que les taux pour le primaire et plus généralement les taux d'alphabétisation de la population sont satisfaisants. Il y a cependant des progrès enregistrés qui expliquent une baisse des taux d'activité pour les 15-20 ans et dans une moindre mesure pour les

5. Le taux brut d'activité est le rapport entre la population active totale et la population totale. Habituellement, les taux d'activité s'appliquent à la population en âge de travailler, c'est-à-dire la population de 13 ans et plus ou la population âgée de 15 à 59 ans ou 64 ans selon les pays, justement pour réduire l'effet de la structure par âge sur la population dans les comportements d'activité. La population active est égale à la population employée plus les chômeurs. Le taux d'activité brut est l'inverse du taux de dépendance si l'on ne tient pas compte des chômeurs, dont le nombre est négligeable en Thaïlande, jusqu'en 1997.

classes d'âge suivantes⁶. Le travail des moins de 15 ans, encore fréquent au début des années soixante-dix, (10 % de l'emploi total), disparaît presque complètement trente ans après (moins de 1 %).

FIGURE 2 – Taux d'activité par sexe et par milieu, 1969-1997



Source : séries *Labour Force Survey*, NSO (actualisées par l'auteur).

Tandis que les taux d'activité masculins sont relativement stables sur une longue période, les taux féminins connaissent une évolution intéressante qui traduit l'influence de la croissance économique comme déterminant de l'offre de travail. Ils sont élevés (par rapport à de nombreux pays de niveau similaire) déjà en début de période, et augmentent régulièrement de 1969 à 1997. Ce mouvement se produit parallèlement à la baisse de la fécondité, sans que le sens de la causalité soit évident. La meilleure éducation des femmes s'imbrique aussi dans les causes de la hausse des taux d'activité féminins, de façon assez complexe. En effet, la plupart des femmes travaillent dans l'agriculture, et leur participation au travail dans ce secteur ne semble pas liée à l'éducation. De même, dans l'industrie, l'emploi massif de jeunes filles ne correspond pas à un effet des progrès de l'éducation, sauf en fin de période avec l'introduction d'exigence de diplôme dans de nombreuses branches. Cependant, l'élévation du niveau

6. A plus long terme, la hausse des taux de scolarisation a un effet positif sur les taux d'activité, notamment pour les femmes. De nombreuses études ont montré que la croissance de l'activité des femmes était essentiellement corrélée avec celle de leur niveau d'éducation (par exemple : Dureya et Székely, 1998).

d'éducation est corrélée avec la baisse de la fécondité et donc, de façon indirecte, à la hausse des taux d'activité féminins.

En milieu rural, le taux d'activité des femmes, augmente tant que la population agricole s'accroît, ce qui correspond à la période de colonisation agricole. Par leur travail (le plus souvent comme aide familiale), les femmes ont été les actives pionnières de l'extension du domaine agricole. En revanche, le retournement historique de la fin des années 80, c'est-à-dire le moment où la population agricole commence à diminuer en nombre absolu, et qui correspond à la fin de la colonisation agricole ainsi qu'à la fin de la chute des taux de dépendance, ce retournement a une implication directe sur le taux d'activité des femmes. La baisse des taux d'activité féminins à partir de 1990 correspond donc à la diminution de l'emploi agricole et à la part croissante des secteurs secondaire et tertiaire en milieu rural. Il se peut même que des femmes précédemment employées dans l'agriculture se retirent de la vie active.

En milieu urbain la hausse du taux d'activité des femmes est forte et traduit une mobilisation de la main-d'œuvre féminine pour répondre aux besoins de l'industrie et du secteur tertiaire en rapide expansion. Le taux augmente de presque 15 points en moins de 25 ans (de 1969 à 1992), en dépit de facteurs contraires à l'activité comme la hausse de la scolarisation chez les 15-25 ans.

L'entrée massive des femmes sur le marché du travail est un phénomène de société aux répercussions importantes dans de nombreux domaines : politique, famille etc.⁷. En Thaïlande, la participation des femmes est ancienne car elles sont pleinement associées à la culture du riz qui exige beaucoup de bras. Partant déjà d'un niveau élevé au début des années 70, elle s'accroît de façon significative et est un élément caractéristique du mode d'accumulation dans de nombreux secteurs. Plusieurs branches de l'industrie (textile, bijouterie...) et de nombreuses activités du tertiaire se sont développées grâce à cet afflux de main-d'œuvre féminine. Toutefois, l'impact de la hausse des taux d'activité féminine en milieu urbain (hors de l'activité agricole) sur l'offre globale de travail reste bien en deçà de celui des changements de structure par âge de la population. Les modifications du taux d'activité des femmes en milieu

7. L'évolution du taux d'activité des femmes en milieu urbain est similaire à ce qui s'est passé en France pendant la même période, dans un contexte économique très différent. Le taux d'activité des femmes est passé de 47,1 % en 1968 à 60,2 % en 1996. En revanche, contrairement à la Thaïlande, ce mouvement s'est accompagné en France d'une baisse des taux d'activité des hommes, de 87,5 % en 1968 à 74,1 % en 1996 (population active sur population de 15 à 64 ans). Voir : Marchand et Thélot, (1997).

urbain n'expliquent que 3,3 % de la hausse de l'emploi total de 1969 à 1997 (12,5 % pour l'emploi urbain). En d'autres termes, si le taux d'activité des femmes en milieu urbain était resté stable, le volume de l'emploi actuel ne serait inférieur à ce qu'il est que de 3,3 %.

L'urbanisation a un effet négatif sur le taux brut d'activité. Les taux d'activité sont inférieurs dans les villes, et la part croissante de la population urbaine dans la population totale s'accompagne d'une réduction du taux brut d'activité. En réalité, c'est dans les familles paysannes que les taux d'activité sont élevés (mais nous ne pouvons isoler une population purement paysanne), puisque le même phénomène se produit en milieu rural avec la diminution du poids du travail agricole. En 1969, à peine plus de 10 % de la main-d'œuvre rurale était employée dans des activités non agricoles, alors que cette proportion est de près de 40 % aujourd'hui. Pour les hommes comme pour les femmes, les changements relatifs dans les comportements d'activité vont dans le sens d'une convergence du milieu urbain et du milieu rural, qui traduit une convergence des modes de vie.

Enfin, les changements de structure par âge de la population jouent aussi à l'intérieur de la population active. Avec le temps, la population active vieillit, et comme les taux d'activité varient avec l'âge, ce vieillissement a un impact sur le volume de la main-d'œuvre. En 1980, les générations âgées de 15 à 29 ans constituaient 53 % de la population d'âge actif, et, compte tenu d'un taux d'activité moindre, 51 % de la main-d'œuvre. En 2000, elles ne constituent plus que 44 % de la main-d'œuvre. Pendant ce temps, les 30-45 ans sont passés de 31 à 37 % de la main-d'œuvre d'âge actif (BIT, 1997). Dans la période actuelle, l'effet est positif puisque les classes d'âge autour de la quarantaine, qui sont les plus nombreuses, sont celles où le taux d'activité est le plus élevé et cela ralentit donc la tendance à la baisse des taux d'activité moyens. Quand ces générations arriveront à l'âge de la retraite, c'est-à-dire dans quinze à vingt ans, la structure par âge de la population active sera alors un handicap pour la croissance. Les mutations en cours dans la structure par âge de la population active ont d'ores et déjà des effets sur les carrières, les salaires (une politique de bas salaires est plus difficile à faire admettre à des individus de quarante-cinq ans avec trente ans d'expérience, des charges familiales et des traites à payer), et sur la productivité.

Malgré les effets contraires de l'évolution de certains taux catégoriels, la croissance de l'emploi est impressionnante. Les effectifs de la population active doublent, de 16,5 millions en 1969 à plus de 33 millions en 1997. Au tournant des années quatre-vingt, la croissance annuelle dépasse les 4 % par an. A partir de 1990, le taux de croissance de l'emploi ralentit

nettement, et tombe à des valeurs proches de 1 % à la fin de la décennie, sous le triple effet de l'arrivée de classes d'âge moins nombreuses sur le « marché du travail », de la baisse des taux d'activité et, à partir de 1997, de la montée du chômage. L'emploi dans les activités agricoles, de 13,5 millions de personnes en 1969, atteint un sommet en 1989 à près de 20 millions de personnes, puis redescend à 16,5 millions en 1997. L'emploi dans les secteurs secondaire et tertiaire est multiplié par 5 en trente ans. La moitié des Thaïlandais travaillent maintenant dans ces secteurs, contre un sur cinq il y a trente ans.

Les trois principales causes de variations des taux d'activité que nous avons signalées sont la hausse de la scolarisation chez les jeunes (effet négatif), la hausse du taux d'activité des femmes (effet positif faible) et l'urbanisation (effet négatif). Tandis que la scolarisation ne cesse d'augmenter, le taux d'activité des femmes (urbain plus rural) voit sa croissance diminuer au fil du temps, et l'urbanisation s'accélère. La tendance est donc à une diminution de l'activité et ce n'est que l'effet de structure par âge de la population qui peut contrecarrer ce mouvement. Comme le taux de dépendance démographique entre dans une période de stagnation, le taux brut d'activité est à la baisse. Ce tournant intervient au moment de la crise et est accéléré par la hausse du chômage.

II. – TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

1. Croissance de l'offre de travail et croissance économique

La croissance de l'emploi, même si elle n'explique pas la croissance économique, en est une composante essentielle. A cela s'ajoute la baisse des taux de dépendance, avec les effets positifs que nous avons signalés. De plus, les changements dans la composition de la population active vont dans le sens d'un accroissement de la productivité moyenne du travail. En effet, la baisse des taux d'activité est due au retrait des enfants de la vie active ; ce sont les éléments les moins productifs qui se retirent. Les progrès de la santé publique agissent dans le même sens avec la diminution de la morbidité.

Les transformations de la population active dues à la transition démographique et à la croissance économique dépassent donc largement la simple croissance du volume de l'emploi. En Thaïlande, on constate une baisse tendancielle des taux d'activité moyens, mesurés sur la population

d'âge actif. Cette baisse est contrecarrée pendant une certaine période par les changements de structure de la population par âge, grâce à une croissance rapide des classes en âge de travailler. A cela s'ajoute une hausse de la productivité moyenne du travail par le simple effet de réduction de la partie de la main-d'œuvre la moins productive. Ce gain de productivité est obtenu sans apport de capital. Cet effet qualité ne fait que s'accroître à terme, puisqu'il est lié à une meilleure éducation des jeunes.

Le transfert de la population active de l'agriculture vers l'industrie et le secteur tertiaire s'accompagne, dans une situation de décollage économique, d'une baisse relative du nombre d'actifs par rapport aux inactifs dans chaque classe d'âge⁸. L'exception à cette règle est la population féminine urbaine de certaines classes d'âge. Ce n'est que la croissance du poids relatif des classes d'âge où les taux d'activité sont les plus élevés qui explique la croissance du travail.

La période de chute des taux de dépendance dans un processus de transition démographique correspond donc à une profonde mutation des caractéristiques de l'activité et de la non-activité, et des rapports entre les deux. Il se produit non seulement une croissance de l'offre de travail plus rapide que la croissance de la population, mais aussi des gains de productivité dus au changement de composition de la main-d'œuvre, c'est-à-dire une croissance rapide et simultanée de la quantité et de la qualité de la main-d'œuvre.

Ces transformations ne sont pas prises en compte dans la plupart des théories, notamment les théories de la croissance qui, le plus souvent, ne traitent que de la croissance du travail, comme étant égale à celle de la population. De plus, celle-ci est généralement exogène, et ne dépend donc pas du niveau de développement économique ou d'autres paramètres de la croissance.

Pourtant, comme le montre l'exemple de la Thaïlande, on ne peut admettre la stricte égalité entre croissance du travail et croissance de la population. C'est pourtant une hypothèse générale des modèles néo-classiques et néo-keynésiens de croissance économique. Cette hypothèse renvoie au modèle de population stable (pas de changement dans la structure par âge de la population), et est donc inadéquate pour expliquer le processus de transition qui est une situation instable, où le rapport entre travail et population totale est variable. Cela a des consé-

8. On suppose ici que les taux d'activité sont plus élevés dans une population paysanne. Cette proposition est parfois contredite par les statistiques, mais dans ce cas, on peut soupçonner un sous-enregistrement du travail agricole des femmes et des enfants dans les enquêtes.

quences sur le coût du travail, sur la substitution du capital au travail et sur le taux d'épargne.

L'égalité entre croissance du travail et croissance de la population serait plutôt une situation exceptionnelle, d'autant que la non correspondance entre les deux peut avoir d'autres causes que strictement démographiques. Une hausse des taux d'activité, qu'elle qu'en soit la raison, aura un effet similaire, de même que l'immigration de travailleurs. Barro et Sala-I-Martin (1995), qui étudient les économies transitionnelles vers un état stable (taux de croissance constant des différents inputs), concluent qu'une variation positive du taux brut d'activité accélère la croissance et la convergence vers l'état stable.

La hausse de la qualité de la main-d'œuvre est largement prise en compte dans les théories de la croissance endogène, notamment les gains d'une génération à l'autre. Cette dynamique correspond à celle des changements de la composition de la population active que nous avons constaté à propos de la Thaïlande, bien qu'elle ne soit pas abordée selon ce point de vue. Les variations de la structure par âge de la population ne sont pas prises en compte. Si l'on intègre ces changements et les variations des taux de dépendance, de nombreuses hypothèses nouvelles sont nécessaires pour faire fonctionner les modèles, que ce soit sur la consommation par âge, les économies d'échelle dans les familles nombreuses ou la productivité selon l'âge. En outre, les effets de la variation du taux de dépendance dépendent des hypothèses sur le capital : lorsque le coefficient de capital dans l'économie est élevé, et lorsque sa durée de vie est longue, les effets de changements de structure démographique sont atténués (Blanchet, 1991).

Une structure favorable, avec une génération nombreuse d'actifs et deux générations d'inactifs (jeunes et vieux) peu nombreuses ne dure qu'un temps. La génération suivante voit s'inverser le taux de dépendance. On est alors dans une situation de croissance cyclique de la population, et éventuellement de l'économie, selon les hypothèses retenues. Une croissance plus rapide du capital (y compris humain) doit contrebalancer les effets d'un retournement des taux de dépendance.

On est ainsi ramené à une analyse intergénérationnelle, et la fécondité devient alors un paramètre important. C'est le sens des analyses de Gary Becker et Robert Barro sur la décision des individus⁹ d'avoir des enfants.

9. Dans le cadre de la théorie néo-classique, la décision d'avoir des enfants sous la forme d'une fonction d'utilité ne peut être qu'une décision individuelle ! Notons aussi que la mortalité n'a pas sa place dans cette approche (il faudrait imaginer une fonction d'utilité) qui est donc difficile à transposer au niveau macro-économique.

Cette théorie de la fécondité schématise la décision d'avoir des enfants sous la forme d'une fonction d'utilité avec altruisme. Ce coefficient d'altruisme est nécessaire pour expliquer comment des individus renoncent à leur consommation ou leurs loisirs immédiats pour avoir des enfants, car une fonction d'utilité seule amènerait tout naturellement les individus à ne pas avoir d'enfants, comme le fait remarquer Alfred Sauvy (1965).

L'étude micro-économique de la fécondité permet de relier certaines grandeurs économiques, notamment l'épargne et le capital par tête, à une variable démographique essentielle. Elle élargit ainsi les perspectives de la théorie micro-économique en se situant dans une perspective temporelle intergénérationnelle. Une littérature importante existe maintenant à ce sujet qui permet de traiter certains problèmes particuliers de façon plus circonstanciée: la formation de l'épargne, le régime de retraites, les coûts de l'éducation par exemple (voir Challier et Michel, 1996). La prise en compte d'une variable démographique ne suffit cependant pas à intégrer l'ensemble des interactions entre comportement des populations et croissance économique.

La Thaïlande a-t-elle connu un cycle vertueux qui prendrait fin, alors que surgissait la crise financière? La vitesse de la chute de la fécondité et de la mortalité, laquelle concerne des classes d'âge élevé de plus en plus nombreuses, donne une amplitude inaccoutumée aux cycles. En d'autres termes, la Thaïlande a profité d'une situation démographique et économique exceptionnelle et rentre maintenant dans une situation démographique moins favorable, conséquence de ce qui précède. La théorie économique nous enseigne ici que ces fluctuations seront mieux absorbées si l'intensité capitalistique s'accroît. C'est donc bien à un problème de formation de la main-d'œuvre et d'investissement durable, donc de choix d'investissement, que la Thaïlande se trouve maintenant confrontée.

L'offre de travail dépend aussi de la demande, indépendamment de la croissance de la population. Les variations entre croissance de l'emploi et croissance de la population en âge de travailler, dont nous avons vu les effets pour la Thaïlande, devraient donc être expliquées par des paramètres internes aux modèles. C'est le sens de la théorie classique de l'offre de travail où l'ajustement des taux d'activité répond aux variations du salaire. On peut en outre considérer la théorie néoclassique de l'offre de travail comme une tentative d'explication des variations des taux d'activité, plutôt que comme une véritable théorie de l'offre de travail. La théorie expliquerait les variations de la courbe de dépendance économique par rapport à la courbe de dépendance démographique, mais aucunement les variations de cette dernière. Dans cette théorie, il y a de fait

une hypothèse de population stable (taux de croissance de la population et du travail strictement identiques), et la dépendance démographique ne varie pas. Ce serait une droite horizontale sur la figure 1 ci-avant. Dans le cas de la Thaïlande, nous sommes dans une situation où la tendance est à la baisse des taux d'activité catégoriels alors que le taux brut d'activité augmente, sous le seul effet des changements de la structure par âge de la population. Les individus optent plus souvent pour les loisirs, malgré la hausse des salaires, et pourtant le taux brut d'activité augmente. La théorie est impuissante à expliquer ce cas de figure.

2. Baisse des taux de dépendance et croissance du PIB

Quel est l'impact des transformations démographiques sur la croissance du PIB ? Il est très difficile de répondre à cette question, mais nous pouvons décomposer le taux de croissance du PIB pour au moins établir des constats, à défaut d'explications.

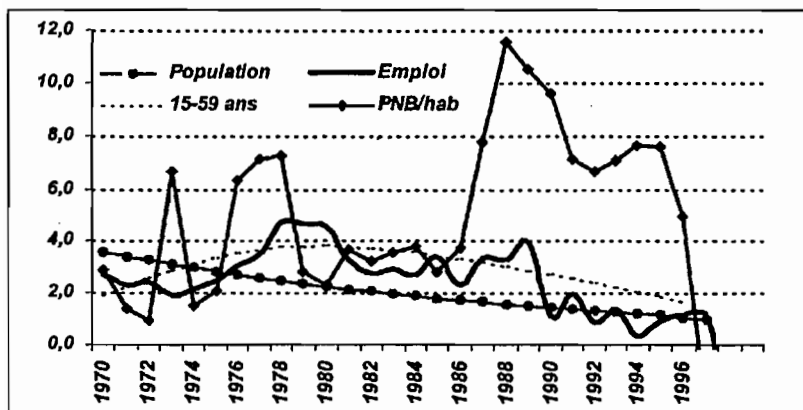
La croissance du PIB est ancienne et continue, au moins depuis le début des années soixante. Le PIB par habitant double de 1952 à 1967, double à nouveau de cette date à 1985 et double encore une fois en 1996. Pour la période que nous couvrons, c'est-à-dire à partir de 1969, le PIB par habitant est multiplié par quatre, alors que la population a presque doublé.

On peut distinguer plusieurs phases dans cette croissance jusqu'à la crise (Warr, 1993). Les faits marquants qui bornent ces phases sont plutôt des chocs extérieurs, les événements politiques intérieurs, malgré leur violence, ayant eu peu d'impact sur les performances économiques du pays. De 1970 à 1974, la croissance est portée par un boom des exportations grâce en particulier aux prix favorables du riz sur le marché international. La crise du pétrole, dont la Thaïlande est grosse importatrice, ralentit la croissance les années suivantes, qui reprend de 1976 à 1978 jusqu'au second choc pétrolier. Ce choc est la cause des taux d'intérêt élevés sur le marché financier international, et comme la Thaïlande est très dépendante des financements extérieurs, la croissance ralentit jusqu'en 1985. A partir de 1987 et jusqu'à la crise de 1997, la Thaïlande connaît une croissance exceptionnellement élevée, dont les causes ne sont pas clairement établies. Il est certain que la Thaïlande, dont la monnaie est quasiment rattachée au dollar, bénéficie de la chute de la monnaie américaine en début de période. Ensuite, la bonne tenue du baht, alors que le dollar se redresse nettement (notamment face au yen) entraîne un afflux de capitaux, favorisé par une politique de facilité des placements finan-

ciers. C'est ce qui sera la cause de la crise de 1997, laquelle n'est pas aussi sévère qu'on a pu le penser au premier abord lorsqu'on la resitue dans une perspective historique.

Les fluctuations de la croissance de l'emploi ne suivent pas celle du PIB. Sur une représentation graphique, il apparaît clairement que la croissance de l'emploi est davantage reliée à la structure par âge de la population, dont l'effet favorable est représenté ici par la croissance de la population en âge de travailler. Les fluctuations de la croissance autour de cette courbe représentent les fluctuations des taux d'activité et des taux d'emploi (ou de chômage) dont certains sont dus à des facteurs conjoncturels.

FIGURE 3 – Taux de croissance annuels du PIB, de l'emploi et de la population



Source : PNB – NESDB ; « Population et emploi », séries *Labour Force Survey*, NSO (actualisées par l'auteur).

On peut distinguer plusieurs étapes : de 1970 à 1978, une croissance rapide qu'accompagne une expansion forte de la main-d'œuvre ; un ralentissement très relatif de 1979 à 1986 qui semble avoir un effet sur le rythme d'expansion de la main-d'œuvre ; enfin, une surchauffe jusqu'en 1996, qui aboutit à la crise et correspond à un changement de tendance dans l'évolution des taux de dépendance.

Lorsque la croissance de l'emploi dépasse celle de la population, c'est-à-dire de 1976 à 1991, cela correspond à une baisse des taux de dépendance, et une partie de la croissance peut être imputée à ce phéno-

mène. Sur l'ensemble de la période, la relation structurelle entre taux de dépendance et taux de croissance de l'emploi semble évidente, même si elle ne suit pas certains mouvements conjoncturels. Ainsi, le ralentissement de la croissance de la main-d'œuvre de 1982 à 1985 est-il dû à des variations conjoncturelles de ces taux, tandis que le ralentissement observé après 1988 est dû à des causes structurelles (accélééré par une hausse du chômage depuis 1997).

Ce cadre d'analyse est formalisé en décomposant le produit par tête de la façon suivante :

$$Y/N = L/N * Y/L$$

Cette relation peut être écrite (en posant $a =$ taux brut d'activité $= L/N$ et $p =$ productivité $= Y/L$) sous la forme suivante : $Y = a * p * N$, ou $\ln(Y) = \ln(a) + \ln(p) + \ln(N)$. On calcule ainsi la part des différents facteurs qui entrent dans la décomposition de la croissance du produit (ce qui n'a pas de valeur explicative quant à la formation du produit). La croissance de la production peut ainsi être décomposée selon trois phénomènes : croissance de la population, évolution des taux de dépendance et d'activité et évolution de la productivité du travail. Ceci offre une mesure de l'impact des transformations démographiques sur la croissance.

De 1969 à 1975, la croissance de l'emploi est moins rapide que celle de la population, et on a donc une baisse des taux bruts d'activité (les variations de ce taux sont équivalentes au différentiel de croissance entre population totale et emploi). La forte croissance de la population et de la main-d'œuvre à cette époque rentre pour plus de la moitié dans la décomposition du taux de croissance du produit. La période suivante, de 1976 à 1990 est cette période favorable dans l'histoire des populations en transition que nous avons décrite en première partie, et la hausse des taux d'activité bruts rentre pour 20 % dans la décomposition de la croissance du produit. La part de la croissance de la population dans son ensemble diminue d'autant. Enfin, de 1990 à 1996, les facteurs démographiques sont moins favorables et c'est la croissance de la productivité qui prend la place prépondérante dans la décomposition de la croissance du produit.

TABLEAU 1 – Décomposition de la croissance du PIB (en %).

	1970-1975	1976-1989	1990-1996
Croissance du PIB	100,0	100,0	100,0
Croissance de la population	55,4	27,5	15,1
Croissance du taux brut d'activité	-14,9	20,0	-1,8
Croissance de la productivité par travailleur	59,5	52,5	81,9

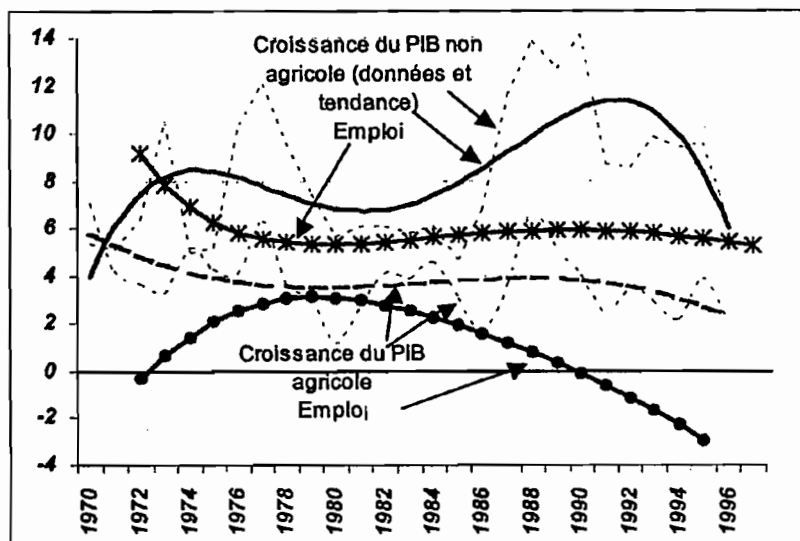
Source : PNB – NESDB ; « Population et emploi », séries *Labour Force Survey*, NSO (actualisées par l'auteur)

Une étude par secteurs enrichirait l'analyse. La difficulté est cependant de définir des taux d'activité sectoriels (on ne peut pas définir une population agricole ou industrielle, avec leurs actifs et leurs inactifs). Il n'est pas non plus possible de faire cette étude séparément pour le milieu rural et le milieu urbain puisque l'on ne dispose pas de séries du PIB ainsi ventilées.

On peut en revanche représenter graphiquement les évolutions sectorielles de l'emploi et du PIB. La croissance de l'emploi agricole et celle de l'emploi non agricole varient en sens inverse l'une de l'autre, ce qui signifie que le volume de main-d'œuvre non agricole est en fait dépendant de la situation de l'agriculture. On peut évidemment penser l'inverse. En réalité, un important volant de main-d'œuvre est engagé dans l'agriculture et hors agriculture selon la saison (ils sont comptabilisés comme agriculteurs dans les statistiques).

L'écart entre les taux de croissance de l'emploi et ceux du PIB, pour chacun des deux secteurs, peut être interprété comme une représentation approximative de la part de croissance due à la hausse de la productivité. Une partie de la croissance est due à la croissance du travail, l'autre à celle de la productivité. En se gardant de faire une analyse conjoncturelle, on constate que ces écarts se creusent à partir de 1986-1988, période où la croissance de l'emploi se ralentit.

FIGURE 4 – Taux de croissance annuels du PIB et de l'emploi, ventilés en deux secteurs, agricole et non agricole



Source : PNB – NESDB ; « Population et emploi », séries *Labour Force Survey*, NSO (actualisées par l'auteur).

Une explication majeure des succès de la Thaïlande réside dans les performances de l'agriculture et dans le fait qu'elle ait joué un grand rôle dans l'absorption de la croissance rapide du travail. C'est par l'extension des terres cultivées que s'est fait ce développement, intensif en main-d'œuvre. Bien que la croissance du produit agricole soit inférieure à la moyenne et que la part de l'agriculture dans le PIB ait beaucoup diminué, il ne s'est pas créé de déséquilibre majeur jusque dans les années récentes au détriment du secteur agricole. Les rémunérations qu'offrait l'activité agricole (et surtout les possibilités pour les agriculteurs de revenus annexes en saison morte) ont ainsi limité l'exode rural.

L'année 1989 marque un tournant. Cette année-là, l'emploi agricole commence à diminuer en valeur absolue. La capacité d'absorption de l'offre de travail par l'agriculture a atteint ses limites. Dès lors, la croissance de l'offre de travail ne peut être totalement absorbée par les secteurs secondaires et tertiaires, et l'on voit alors se produire une baisse des taux d'activité. L'impact sur le régime de croissance est important. La crois-

sance extensive n'est plus possible, car on a atteint les limites des terres disponibles. L'absorption de l'offre de travail, dont la croissance est toujours importante, nécessite un apport considérable de capital. La politique monétaire de la Thaïlande facilite cet afflux de capital jusqu'à la crise.

La baisse absolue de l'emploi agricole est vive. L'emploi agricole diminue de plus de trois millions d'individus entre 1989 et 1997, soit moins 15 % par rapport à 1989. Ceci montre l'impact sur l'emploi de la fin de la croissance extensive par occupation de nouvelles terres. Cette baisse de l'emploi agricole rend possible une croissance toujours rapide de l'emploi non agricole. Comme nous entrons dans la période où les classes d'âge moins nombreuses arrivent sur le « marché du travail », c'est maintenant l'agriculture qui devient le réservoir de main-d'œuvre. La croissance thaïlandaise prend donc nécessairement une orientation plus capitaliste, la croissance du capital dans l'agriculture devenant cruciale pour libérer de la main-d'œuvre.

CONCLUSION

La relation entre croissance de la population et croissance économique ne peut certes pas être résolue simplement, alors que cela fait plus de deux siècles qu'elle suscite des controverses. L'intégration des variables de population est cependant nécessaire dans l'analyse économique, surtout pour les pays en voie de développement. Il reste certainement à intégrer ces variables, ce que la théorie économique peine à faire.

La prise en compte de la dimension démographique ne saurait se réduire à un taux de croissance de la population. Les « profils » de population sont en effet variés et un même taux de croissance démographique peut avoir lieu dans des populations de structures très différentes, avec donc des relations différentes à la croissance économique.

Dans cette perspective, le rapport entre actifs et inactifs apparaît fondamental. Une plus grande proportion d'actifs dans la population crée des conditions favorables à la croissance. Il est possible de mesurer ce que la baisse des taux de dépendance apporte à la croissance, mais il n'est pas aussi simple d'en dénouer les mécanismes. Les économies asiatiques, dont la Thaïlande est le cas le plus spectaculaire, se sont développées dans ce contexte démographique favorable.

La conjonction d'une transition démographique exceptionnellement rapide, avec des effets très positifs sur les taux de dépendance, et d'une croissance économique soutenue incline à penser qu'il y a une relation

forte entre ces deux phénomènes. Toutefois, il n'est pas aisé de déterminer des relations précises. En effet, si la chute des taux de dépendance permet une meilleure rentabilité des investissements dans l'éducation et la santé, il faudrait pouvoir intégrer ces variables dans l'analyse, ce qui est loin d'être simple. De même, le rapport entre dépendance et épargne, et donc l'effet favorable des changements démographiques sur l'investissement puis sur la croissance, demanderait des investigations approfondies.

L'évolution démographique n'est certes pas la cause de la croissance. On peut très bien imaginer qu'avec une même évolution de la population, on voit apparaître des armées de chômeurs, que la production par tête diminue, etc. Cependant, dans le jeu des interactions qui favorisent la croissance, les variables démographiques sont très présentes, et leur influence va bien au-delà de la simple croissance de la population.

RÉFÉRENCES DES SOURCES STATISTIQUES

Les séries sur le PIB sont publiées par le NESDB (*National Economic and Social Development Board*). Ce sont de nouvelles séries, en bahts constants 1988, recalculées récemment à partir de l'année 1970.

Les séries sur l'emploi proviennent des *Labour Force Surveys, round 2* (jusqu'en 1984) et *round 3* (à partir de 1984), publiées par le NSO (*National Statistical Office*). Nous avons effectué d'importantes corrections, qui ne sont pas encore définitives et qui n'ont aucun caractère officiel. Il s'agit d'un travail en cours dans le cadre d'une collaboration avec la faculté d'économie de l'Université Chulalongkorn à Bangkok.

Les séries de population sont publiées par l'Institut d'Etudes Démographiques de l'Université Chulalongkorn. L'auteur de l'article a effectué quelques corrections et ajustements.

BIBLIOGRAPHIE

- BARRO ROBERT J. et SALA-I-MARTIN X., (1995), *Economic Growth*, Mc Graw Hills.
- BLANCHET, D., (1991), « Modélisation démographique-économique. Conséquences économiques des évolutions démographiques », Institut

national d'études démographiques (INED), *Travaux et Documents*, cahier n° 130, Paris

CHALLIER M.-C. et MICHEL P., (1996), *Analyse Dynamique des populations. Les approches démographiques et économiques*, Paris, Economica.

DUREYA S. ET SZÉKELY B., (1998), « Labor markets in Latin America : a supply-side story », Inter American Development Bank, *working paper*, 374 p.

MARCHAND O., THÉLOT C., (1997), *Le travail en France*, Paris, Nathan.

SAUVY A., (1965), *Théorie générale de la population*, Paris, « Bibliothèque de sociologie contemporaine », PUF.

WARR P., (1993), (ed.), *The Thai Economy in Transition*, Cambridge, Cambridge University Press.

Oudin Xavier. (2002)

Activité et croissance : une réflexion à partir de l'exemple de la Thaïlande

In : Lamotte B., Mounier Alain. Transformations du travail et croissance économique

Paris : L'Harmattan, 203-225. (Travail et Mondialisation). ISBN 2-7384-9952-X